

Publié le 19 septembre 2013 à 19h46 | Mis à jour le 19 septembre 2013 à 19h46

L'ONU demande au Canada d'enquêter sur la condition des femmes autochtones



L'Iran, Cuba et la Biélorussie, ont également soutenu la résolution demandant une enquête nationale sur les disparitions, les meurtres et les agressions sexuelles visant les femmes autochtones.

Photo Ivanoh Demers, La Presse

Mike Blanchfield

La Presse Canadienne

Cuba, l'Iran, la Biélorussie et la Russie ont critiqué le Canada pour son bilan en matière de droits de la personne, jeudi, lors d'une réunion du Conseil des droits de l'homme (CDH) des Nations unies à Genève.

Le CDH procédait à l'«Examen périodique universel» des droits de l'homme au Canada, qui porte sur toute une série de dossiers allant de la pauvreté à l'immigration, en passant par la prostitution et le système de justice criminelle. Le bilan des droits de l'homme de chaque pays est révisé tous les quatre ans, mais le gouvernement Harper est sceptique face à ce processus, en partie parce que le CDH permet à des pays au bilan douteux de critiquer le Canada.

L'ambassadrice du Canada à Genève, Elissa Golberg, a brièvement répliqué à la Biélorussie, mais ne s'est pas adressée directement aux autres pays qui ont

critiqué le Canada.

Le Canada est fier de son bilan en matière de droits de la personne et de sa société pacifique et diversifiée, a déclaré Mme Golberg durant la séance, qui a duré une heure. Même si aucune société n'est exempte de discrimination, a-t-elle souligné, le Canada «a un solide cadre juridique et politique pour la promotion et la protection des droits de la personne, ainsi qu'un système judiciaire indépendant».

Le Canada a rejeté 40 des 162 recommandations formulées par le CDH, dont une série de résolutions appelant le Canada à mener une vaste étude nationale sur la violence contre les femmes autochtones. Mme Golberg a déclaré que le Canada prenait cette question au sérieux, mais que les gouvernements provinciaux et les autorités locales étaient mieux placés pour obtenir des résultats dans ce domaine.

Le président de l'Assemblée des Premières Nations du Canada, Shawn Atleo, a affirmé que les communautés autochtones étaient très inquiètes face au refus du gouvernement de mener une étude nationale sur le problème.

«Il y a de très forts appuis en faveur de cette action (...) parmi les dirigeants provinciaux et territoriaux, au sein du public canadien et sur la scène internationale, sans compter la multitude de rapports et d'enquêtes qui appellent le Canada à agir», a déclaré M. Atleo dans un communiqué.

Parmi les pays qui ont appelé à une enquête figurent la Suisse, la Norvège, la Slovénie, la Slovaquie et la Nouvelle-Zélande.

D'autres pays ayant un piètre bilan en matière de droits de la personne, notamment l'Iran, Cuba et la Biélorussie, ont également soutenu la résolution demandant une enquête nationale sur les disparitions, les meurtres et les agressions sexuelles visant les femmes autochtones.

